

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/IG/W/6

22 avril 1998

(98-1611)

**Comité des pratiques antidumping
Groupe informel de l'anticonournement**

Original: anglais

THEME 1 - VERS UNE CONCORDANCE DE VUES SUR CE QU'EST LE CONTOURNEMENT?

Document de la Communauté européenne

La Délégation permanente de la Communauté européenne a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 20 avril 1998.

1. Introduction

Les droits antidumping visent à remédier à un dommage causé à une branche de production nationale d'un pays par le dumping pratiqué pour des produits similaires provenant d'un ou de plusieurs pays exportateurs expressément désignés. Il peut y avoir *contournement* de droits antidumping lorsque, *en réaction* à l'existence d'une procédure antidumping, *les droits sont éludés ou ne sont pas acquittés*, en totalité ou en partie, ce qui a pour effet de compromettre l'objet et l'efficacité des mesures correctives prévues dans l'Accord antidumping de l'OMC.

2. Mesures aboutissant au non-paiement des droits

Les autorités chargées de l'enquête peuvent être confrontées à divers types de réactions qui aboutissent au non-paiement des droits. Celles-ci peuvent être divisées en deux grands groupes:

a) Les formes simples de contournement

La première grande catégorie correspond à un certain nombre de réactions dont on peut dire qu'elles sont déjà reconnues comme étant des formes de contournement. Cette reconnaissance transparaît dans le fait que la plupart des Membres de l'OMC ont établi en conséquence des dispositions légales visant la réexpédition et d'autres pratiques ayant conduit au non-paiement de droits d'importation applicables. On peut citer à titre d'exemples connus d'un tel comportement le transport maritime par des pays tiers et les déclarations en douane incorrectes pour ce qui est de l'origine, de la classification tarifaire ou de la valeur des marchandises.

L'existence de réglementations nationales dans ce domaine indique que l'on s'accorde à reconnaître un tel comportement comme indésirable. Nous devrions recenser les différentes méthodes déjà employées par les pays pour traiter ces formes simples de contournement, et voir dans quelles mesures elles se ressemblent.

./.

b) Autres formes de contournement

Il existe un large éventail d'autres types de comportements qui conduisent au non-paiement des droits antidumping. Ces comportements pourraient aller de l'exportation de produits légèrement modifiés à l'exportation de pièces séparées du produit concerné, pour l'assemblage ou le nouvel assemblage simples dans d'autres pays exportateur, ou à l'intérieur du marché d'importation, ou encore au transfert substantiel et complet des installations de fabrication vers un autre pays. Alors que la première réaction devrait être clairement qualifiée de contournement, la dernière représente le type d'investissement direct étranger que peu voudraient voir condamner. Toute tentative pour définir une ligne de démarcation entre ce qui est souhaitable et ce qui ne l'est pas ne manquera pas de susciter des controverses, mais les conditions de transparence et de prévisibilité créées par des réglementations convenues faciliteront la prise de décision aussi bien pour les exportateurs que pour les producteurs nationaux. En outre, conformément à la Directive ministérielle publiée à Marrakech, l'élaboration de "règles uniformes" visant ce problème devrait être achevée "aussitôt que possible".

3. Identification de la ligne de démarcation

Le paragraphe qui précède souligne la diversité des réactions face à une procédure antidumping qui aboutissent au non-paiement des droits. Afin de parvenir à un accord sur la façon de classer une réaction comme légitime ou indésirable, il est nécessaire de définir des critères pour l'identification de ces types de contournement contre lesquels des mesures correctives sont justifiées. Les suggestions ci-après concernant les critères d'évaluation visent à servir de base de discussion:

- i) la **date d'entrée en vigueur** de la pratique identifiée - la concomitance avec la procédure antidumping concernée doit être traitée comme un indicateur général sur le point de savoir si la réaction peut raisonnablement être liée au non-paiement des droits;
 - ii) la **portée du nouvel investissement** - pour les installations délocalisées, la nature et l'importance de l'investissement, l'effort qu'exige l'opération de fabrication ou d'assemblage, le niveau de la contribution financière et la provenance des composants et des facteurs de production;
 - iii) l'incidence d'**autres pratiques**, et notamment les modifications mineures des produits, pour lesquelles il n'existe d'autre justification apparente que l'existence d'une procédure antidumping et qui compromettent l'efficacité du droit concerné.
-